NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Exaspérés mais coincés par l'accord sur les réfugiés , les Européens financeront moins la pré-adhésion de la Turquie



L'exaspération des gouvernements européens vis-à-vis de Recep Tayyip Erdogan est à son comble excepté la Pologne , qui vient de redire son attachement à une adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

Face aux opinions publiques le silence devenait intenable.

La purge des opposants au régime depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016 , les provocations du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, à l'encontre de certains pays européens (Allemagne et Pays-Bas) dérangent fortement .

A Bruxelles, Angela Merkel a dit diplomatiquement « les changements en Turquie sont très négatifs du point de vue des valeurs démocratiques ». « Non seulement des Allemands sont arrêtés mais tout l'Etat de droit en Turquie avance dans la mauvaise direction. Cela nous inquiète beaucoup ».

Pour autant, la solution d'une rupture des négociations d'adhésion à l'UE n'est pas prévue.

Quelques dirigeants estiment que la rupture permettrait de clarifier les choses une bonne fois pour toutes. C'est la position de l'autrichien Sebastian Kurz,

dont le parti vient de remporter les élections législatives : « Les négociations d'adhésion avec la Turquie doivent être rompues » .

Mais il est minoritaire . Le gouvernement français estime que « créer une rupture serait une erreur car il y a l'accord avec la Turquie sur les réfugiés, qui a permis leur accueil .

A plus long terme, c'est le risque de voir Ankara perdre son ancrage occidental, alors que l'Otan compte sur la Turquie dans une région instable.

« Il nous faut aussi rétablir le dialogue » avec Ankara, a plaidé la chancelière allemande, évoquant les réussites de la coopération sur le terrorisme et la nécessité de « remplir nos engagements » au sujet de l'accueil des réfugiés en Turquie.

En fin de soirée, elle a révélé que les chefs d'Etat et de gouvernement vont demander à la Commission européenne de limiter les financements de pré-adhésion de la Turquie « d'une manière responsable ». C'est-à-dire qu'ils peuvent soutenir, non pas le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, mais la population….